

Thème n°10 sur 17

La motivation

► Définition de la motivation :

La motivation, c'est l'action de motiver, c'est-à-dire le fait d'indiquer les motifs d'une décision. Autrement dit, les raisons de fait et de droit qui sont à la base de cette décision, qui la justifient.

*

La motivation correspond à une règle de **forme**.

Elle relève de la **légalité externe**.

Constitue un **vice de forme** l'absence de motivation lorsque la motivation est obligatoire.

*

► Définition du vice de forme :

Le vice de forme, c'est l'illégalité résultant de la méconnaissance d'une formalité substantielle requise dans la présentation de l'acte administratif.

*

► Question : Je vous invite à aller plus loin.

Que signifient précisément les mots suivants : **motifs**, **motivation** et **motiver** ?

► **Réponse** : Ces trois termes ont une signification juridique précise, qu'il ne faut pas confondre avec le sens qu'on leur donne dans le langage courant.

■ Les **motifs** d'une décision administrative sont les raisons de fait et de droit qui ont conduit l'administration à prendre cette décision, qui la justifient.

■ **Motiver** une décision administrative, c'est indiquer les *motifs* de cette décision, c'est-à-dire les raisons de fait et de droit qui sont à la base de cette décision, qui la justifient.

Motiver, c'est justifier.

Lorsqu'une autorité administrative vous dit pourquoi elle a pris la décision qu'elle vous notifie, on dit qu'elle *motive* sa décision.

■ La **motivation**, c'est l'action de motiver, c'est-à-dire le fait d'indiquer les motifs d'une décision. Autrement dit, les *raisons* de fait et de droit qui sont à la base de cette décision, qui la *justifient*.

*

► **Question** : En principe, l'autorité administrative est-elle tenue de motiver ses décisions, c'est-à-dire d'en communiquer les motifs ?

► **Réponse** : Non. En principe, l'administration n'est pas tenue de motiver ses décisions, c'est-à-dire d'en indiquer les motifs de fait et de droit.

À la base d'une décision, il y a forcément des « raisons », des « motifs ».

Mais l'administration n'a pas, **en principe**, l'obligation de rendre publics ses « raisons », ses « motifs ».

Autrement dit, **en principe**, l'administration n'est pas tenue de motiver ses décisions.

Ce **principe de la non-motivation** a sa raison d'être. On estime que l'efficacité de l'action administrative ne s'accommode pas de formalités lourdes.

*

► **Question** : Quelles sont **les exceptions au principe de la non-motivation** ? Autrement dit, quelles sont les décisions que l'administration doit toujours motiver ?

► **Réponse** : À la suite de la jurisprudence, c'est surtout le code des relations entre le public et l'administration qui énumère les décisions que, par exception, l'administration doit toujours motiver.

*

Dans un instant, je vous en donnerai la liste.

Mais je n'exige pas que vous mémorisiez la liste.

Je vous demande plutôt de retenir la formule qui résume cette liste.

Cette formule qui résume et qui est à retenir, la voici :

☐ **En principe, l'administration doit motiver toutes ses décisions individuelles qui sont défavorables à leurs destinataires.**

*

Voici à présent **la liste des décisions individuelles qui doivent être motivées** :

- Les décisions qui restreignent l'exercice des libertés publiques ou, de manière générale, constituent des mesures de police. Mais, selon la jurisprudence, le refus de prendre une mesure de police n'a pas à être motivé ;
- Les décisions qui infligent une sanction ;
- Les décisions qui subordonnent l'octroi d'une autorisation à des conditions restrictives, ou imposent des sujétions ;

- Les décisions qui retirent ou abrogent une décision créatrice de droits ;
- Les décisions qui opposent une prescription, une forclusion ou une déchéance ;
- Les décisions qui refusent un avantage dont l'attribution constitue un droit pour les personnes qui remplissent les conditions légales pour l'obtenir ;
- Les décisions qui refusent une autorisation ;
- Enfin, les décisions qui rejettent un recours administratif dont la présentation est obligatoire, préalablement à tout recours contentieux, en application d'une disposition législative ou réglementaire.

*

Je vais me répéter.

Ne retenez pas la liste que je viens d'exposer.

Retenez plutôt la phrase qui la résume.

Et voici, à nouveau, **cette phrase à retenir** :

☐ En principe, l'administration doit motiver toutes ses décisions individuelles qui sont défavorables à leurs destinataires.

*

► **Question** : **Comment** l'administration doit-elle **motiver** ses décisions qui doivent être motivées ?

► **Réponse** : Le **code** des relations entre le public et l'administration **exige que la motivation soit « suffisante »**.

« La motivation doit être **écrite**, et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision. »

Le juge exerce un contrôle minutieux sur le caractère « suffisant » de la motivation.

■ En pratique, les motifs peuvent être exposés dans le texte même de la décision, ou dans un document porté à la connaissance des intéressés en même temps que la décision.

■ **Que faire en cas d'urgence absolue ?**

Réponse du code des relations entre le public et l'administration :

« Lorsque l'urgence absolue a empêché qu'une décision soit « motivée », le défaut de motivation n'entache pas d'illégalité cette décision.

Toutefois, si l'intéressé en fait la demande dans les délais du recours contentieux, l'autorité qui a pris la décision devra, dans un délai d'un mois, lui en communiquer les motifs.

*

► S'agissant du thème « La motivation », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de l'examen.** ■

***/**

A. Coulibaly

► *Version :*

mardi 25 février 2025